Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 73 (1985)

Heft: [6-7]

Artikel: La décennie finit, l'avenir commence

Autor: Gordon Lennox, Odile

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-277623

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

CONFERENCE DE L'ONU ET FORUM DE NAIROBI

LA DECENNIE FINIT, L'AVENIR COMMENCE

Du 15 au 26 juillet de cette année aura lieu à Nairobi (Kenya) la Conférence des Nations Unies pour la fin de la décennie de la femme, commencée en 1975, année internationale de la femme, avec la conférence de Mexico. Parallèlement à cette conférence, qui réunira les délégué(e)s des gouvernements, se tiendra, du 10 au 19 juillet, un « Forum » auquel participeront les représentantes des organisations non gouvernementales (ONG) et, à titre individuel, un grand nombre de femmes de tous les pays. Nous serons présentes à ce grand happening international, et nous vous en rapporterons des échos. Mais nous avons tenu dès à présent à nous interroger sur la signification de la décennie qui s'achève. Par-delà les discours ronflants et les déclarations d'intentions, peut-on affirmer que quelque chose a vraiment changé pour les femmes du monde entier depuis 1975 ? Notre réponse est : *oui,* même si ce *oui* est assorti de beaucoup de *mais.*

Il serait prétentieux de vouloir présenter en quelques pages l'ensemble des recherches, législations, progrès et activités qui ont marqué cette décennie. Nous avons donc opté pour une synthèse en forme de bilan, avec quelques coups de projecteur sur des activités qui illustrent la diversité des situations et des problèmes abordés. Nous avons tout particulièrement cherché à comprendre quel a été l'impact de la décennie de la femme en Suisse, non seulement du point de vue des intérêts de nos concitoyennes, mais aussi, mais surtout du point de vue de notre solidarité avec les femmes des régions du monde les plus défavorisées.

A la pensée des quelque 5000 femmes que l'on attend à Nairobi pour participer au Forum, cette réunion non gouvernementale qui va évaluer la Décennie et en préparer la suite, comment ne pas avoir le vertige : environ 700 ateliers ont déjà été recensés, chacun témoignant de la poursuite de la longue marche vers l'amélioration de la condition de la femme, dans la différence et probablement non sans heurts entre des positions très variées. Certaines se demanderont à quoi peut bien servir une réunion de cette taille. Il y a déjà trop de conférences, de débats... Pourtant, le rassemblement de toutes ces énergies, de toutes ces connaissances, de tous ces désirs de changement éparpillés dans le monde est une occasion extraordinaire de communication. La possibilité de se brancher en direct sur cette banque de données — se câbler comme on dit maintenant — constitue l'aboutissement d'efforts souvent trop alourdis de documents et de chiffres et d'une multitude d'entreprises isolées dans un environnement trop souvent hostile au progrès de la condition des femmes.

A la tête de l'organisation du Forum 85, Nita Barrow, de la Barbade (le sigle CONGO désigne une association d'ONG).
Photo Schikola H. Pfeifer

Sans l'impact de la Décennie, aurait-on pu écouter les paroles suivantes, prononcées par le président Nyerere de Tanzanie à l'ouverture d'une réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies ?

« En ce moment, les pays d'Afrique sont sans exception sous-développés et pauvres. Les statistiques du revenu national, le manque d'équipement de transport et de communications, le bas niveau énergétique et la faiblesse du rapport main d'œuvre / productivité en témoignent, et bien d'autres indices encore. Mais cela apparaît surtout dans l'indigence matérielle dont souffrent l'ensemble des peuples africains. Et le poids le plus lourd de cette pauvreté, ce sont les femmes d'Afrique qui le supportent.

Elles sont les premières à souffrir, et le plus profondément, du manque d'outils adéquats et de l'ignorance des manières de les employer, de la distance qui sépare leur logis de l'eau potable, de services de santé inadéquats, de l'absence d'assistance sociale... Si le développement des femmes en Afrique passe par le développement économique national, ce

développement national passe par les femmes et ne peut pas facilement avoir lieu sans elles. Une personne ne va ni loin ni vite sur une seule jambe ; comment pouvons-nous espérer que seule une moitié de la population arrive à développer un pays ? Pourtant la réalité montre que les femmes sont en général absentes quand on discute des besoins de développement et aussi quand on décide des méthodes d'application pratique.

Par exemple, on entreprend une campagne contre l'abattage désordonné des arbres, pour diminuer les risques de désertification. Mais les femmes ne participent pas à la discussion et on ne pense pas à trouver des solutions de rechange au bois pour faire cuire les repas. La campagne échoue. Ou bien, un village se réunit pour discuter du danger de choléra. On décide qu'il faudra faire bouillir toute l'eau destinée à la consommation. Mais neuf sur dix des gens présents sont des hommes qui n'auront ni à aller chercher l'eau, ni à ramasser le bois, ni à faire bouillir la casserole. Rien d'étonnant à ce que la plupart de l'eau ne soit pas bouillie ; les femmes n'en comprennent pas le besoin et, de toute manière elles ne sont pas physiquement capables de trouver le bois supplémentaire qui serait nécessaire. »

Le président Nyerere a le courage d'être honnête et il continue son discours en présentant les inégalités juridiques qui défavorisent les femmes en Afrique, leur manque de formation et l'attitude générale des sociétés à leur égard. L'obligation faite à tous les gouvernements des pays membres des Nations Unies de fournir des rapports détaillés et de répondre à des questionnaires sur la situation des femmes dans leur pays respectifs aura été un des points positifs de la Décennie.

Bien sûr, l'égalité juridique existe pour les femmes qui vivent dans les pays qui ont signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1979 et signée par 56 états (avril 1984). C'est un très beau document, mais il reste à établir l'égalité dans les faits et pour cela une appréciation chiffrée de la situation est indispensable.

UN ENFANT DE LA DECENNIE

C'est une des tâches de l'INSTRAW (Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme) qui est un enfant de la Décennie. Il fournit, entre autres, aux organisations féminines les renseignements dont elles ont besoin pour appuyer leurs demandes. Il a établi un registre mondial de femmes qualifiées qui est à la disposition des organisations désireuses d'employer des femmes et qui se plaignent,

Helvi Sipila, Finlandaise, est la grande dame de la décennie. On la trouve au plus haut poste de l'Année internationale de la femme (1975) ; maintenant elle consacre toute son énergie au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la femme, un fonds spécial pour le développement. — (photo Nations Unies/Gomez)

souvent avec plus ou moins d'honnêteté, de ne pas trouver de candidates compétentes.

Les Institutions spécialisées des Nations Unies ont dû aussi mettre la promotion de la femme à leur ordre du jour, avec un enthousiasme souvent poussif. Au cours de sa prochaine conférence, le BIT (Bureau international du travail) prévoit une discussion sur l'égalité de chances et de traitements des travailleurs hommes et femmes vis-à-vis de l'emploi (Genève, 7-17 juin 1985). Le HCR (Haut commissariat pour les réfugiés) vient d'organiser une table ronde sur les femmes réfugiées (voir p. 13). L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) se préoccupe beaucoup de l'analphabétisme féminin. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) réalise l'importance de la mobilisation des femmes pour son programme de soins de santé primaires. Elle a accepté enfin de reconnaître l'atteinte grave à la santé des femmes que posent certaines pratiques traditionnelles, comme l'excision, le gavage, les mariages précoces, les tabous alimentaires...

En relation avec ces activités, le rôle des organisations féminines a été renforcé. Mais les structures établies, dominées par les hommes, résistent et il faut un effort coordonné de ces organisations pour qu'elles accèdent à la place que leur compétence leur désigne.

Les deux tiers de la population adulte sont constitués de femmes analphabètes. Elles forment 88 % de la population africaine. Il est d'autant plus remarquable de trouver dans le tiers monde autant de femmes qui luttent pour aider leurs compatriotes dont il faut secouer l'apathie, qu'il faut rassurer devant la peur de l'inconnu et du risque que représente la lutte pour l'éducation, l'égalité des droits et l'indépendance. La Décennie a créé un solide réseau d'entraide entre femmes et souvent ce sont celles des pays développés qui apprennent de leurs sœurs moins « avancées ». Mais celles-ci se rebiffent souvent lorsque nous voulons montrer des analogies entre nos problèmes de société — femmes du quart monde, femmes immigrées et migrantes, femmes stressées, femmes battues — et leurs problèmes qu'elles jugent tellement énormes et fondamentaux : survie alimentaire, manque d'eau potable, manque d'écoles, assujettissement.

PAR-DELA LE SENSATIONNEL

Nourries de l'idéologie de la Décennie et actives dans ces réseaux élaborés après les Conférences de Mexico et de Copenhague marquant le début et le milieu de la Décennie, les femmes réagissent rapidement aux problèmes nouveaux créés par les progrès technologiques et scientifiques, allant des grossesses manipulées aux dangers de l'informatisation. Là encore ce sont trop souvent les femmes du tiers monde qui font les frais de ces nouvelles techniques. Nous pensons à l'avortement des fœtus femelles, aux nouveaux contraceptifs, à la réapparition du travail à la pièce...

Le rôle des médias a été un frein évident à l'impact de la Décennie sur la masse de la population. Il est allé d'un manque total d'intérêt à une hostilité moqueuse, en passant par la recherche du sensationnel souvent au détriment de la cause des femmes.

Un des thèmes de la Décennie, la paix, suscite beaucoup de difficultés et échappe encore moins que les deux autres — égalité et développement, vous l'aviez deviné — à la politisation : politisation Nord-Sud comme Est-Ouest. Pourtant, c'est là que l'on pourrait espérer que joue la spécificité féminine, si elle existe. On sait que les femmes forment la majorité des membres des organisations qui luttent pour la paix. Mais leur action n'a pas réussi à ralentir l'absurde course aux armements. Ces organisations luttent selon des principes réitérés régulièrement par l'Assemblée générale des Nations Unies. Mais dans leurs pays, elles sont plus ou moins acceptées, marginalisées, récupérées ou pourchassées.

Il y aura au Forum de Nairobi un atelier sur le règlement pacifique des différends. Souhaitons que ces techniques soient valables du niveau familial au niveau international et que les participantes les ramènent dans leur bagages et les mettent en pratique ! Ce sera la plus utile des stratégies si nous voulons voir arriver l'an 2000.

Odile Gordon-Lennox